

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Préparée par **Enomy Germain**
Économiste et PDG de ProEco Haïti
30 septembre 2026

Clôture de l'exercice fiscal 2025-2026 : Éléments de bilan d'une économie aux performances médiocres malgré certains signaux positifs

SYNTHÈSE

Le Cabinet de conseil PROECO HAÏTI présente son bilan économique de l'exercice fiscal 2025-2026. Articulées autour de dix principaux constats, les analyses du Cabinet mettent en évidence une économie haïtienne qui affiche quelques évolutions favorables, mais dont les performances restent globalement médiocres et les fragilités profondes.

Au cours de l'exercice, le rythme de l'inflation a ralenti, le taux de change de la gourde par rapport au dollar américain est demeuré relativement stable, les banques commerciales ont affiché une rentabilité en hausse et les recettes publiques ont progressé. Ces évolutions ne modifient toutefois pas le diagnostic d'ensemble : l'économie devrait enregistrer une huitième année consécutive de contraction, le système de crédit continue de financer très peu l'économie réelle, et plus d'une personne sur deux parmi la population analysée reste confrontée à l'insécurité alimentaire aiguë.

À l'issue de ses analyses, le Cabinet estime que l'enjeu majeur pour l'exercice fiscal 2026-2027 sera de consolider les évolutions favorables observées, tout en créant les conditions d'un redressement de l'économie réelle et d'une amélioration des conditions de vie de la population. Dans cette perspective, la mise en œuvre de politiques budgétaires et monétaires efficaces devra s'accompagner d'une amélioration réelle et durable de la situation sécuritaire du pays, qui demeure une condition essentielle au redressement de l'activité économique.

Dix principaux constats se dégagent de l'analyse des performances de l'exercice fiscal 2025-2026.

1. Huit années de suite dans le rouge

L'économie haïtienne est en passe d'enregistrer, en 2026, une huitième année consécutive de contraction, après des taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de -1,7 % en 2019, -3,3 % en 2020, -1,8 % en 2021, -1,7 % en 2022, -1,9 % en 2023, -4,2 % en 2024 et -2,7 % en 2025. Cette succession ininterrompue de contreperformances constitue l'une des plus longues périodes de recul de l'activité économique de l'histoire récente du pays.

Pour l'exercice fiscal 2025-2026, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) table sur une contraction de 1,4 % de l'économie haïtienne¹, alors que l'économie régionale devrait, dans son ensemble, croître de 2.2%. À l'issue de sa quatrième revue du Programme de référence en septembre 2026, le Fonds Monétaire International (FMI) confirme cette huitième contraction consécutive².

La performance attendue en 2026 confirme la persistance d'une dynamique de recul de l'économie haïtienne. Huit années consécutives de contraction ne relèvent plus d'un simple ralentissement conjoncturel : elles traduisent un affaiblissement prolongé de l'activité productive et de la capacité de l'économie à créer de la richesse.

2. Une contraction généralisée de l'appareil productif national

La contraction de l'économie haïtienne reste largement diffuse en 2025-2026. Au premier trimestre, l'Indicateur conjoncturel d'activité économique (ICAE) global a reculé de 1,1 %, sous l'effet d'une baisse simultanée des trois grands secteurs d'activité : -4,0 % pour le primaire, -2,3 % pour le secondaire et -0,3 % pour le tertiaire. Plusieurs branches importantes ont enregistré des contreperformances marquées, notamment l'agriculture (-4,0 %), la construction (-4,1 %), l'électricité et l'eau (-5,0 %), le commerce (-2,5 %) et les hôtels et restaurants (-2,3 %).

¹ CEPAL, Communiqué de presse, Avril 2026 : <https://www.cepal.org/en/pressreleases/latin-america-and-caribbean-will-grow-22-2026-international-context-marked>

² FMI, Communiqué de presse, Septembre 2026 : <https://www.imf.org/fr/news/articles/2026/09/28/pr306-imf-and-haiti-conclude-virtual-mission-on-the-fourth-review>

Au deuxième trimestre, la contraction s'est poursuivie, quoique à un rythme moins prononcé, avec un recul de 0,6 % de l'ICAE global. Le secteur primaire s'est contracté de 3,5 % et le secondaire de 1,8 %, tandis que le tertiaire a légèrement progressé de 0,4 %. Cette légère progression du tertiaire masque toutefois le recul de plusieurs de ses branches, notamment le commerce (-1,1 %), les hôtels et restaurants (-2,1 %) et les autres services marchands (-4,5 %).

Les données de l'IHSI montrent ainsi que la récession touche une large partie de l'appareil productif haïtien, même si quelques poches de croissance subsistent, notamment dans les institutions financières, les transports et communications et les services non marchands.

3. L'inflation ralentit, mais la vie reste chère

L'exercice fiscal 2025-2026 a été marqué par une nette décélération de l'inflation. Après avoir atteint 31,9 % en septembre 2025, le taux d'inflation en glissement annuel a culminé à 32,2 % en octobre, avant de diminuer progressivement pour s'établir à 17,0 % en août 2026, soit une baisse de plus de 15 points de pourcentage par rapport au pic enregistré en début d'exercice.

Cette désinflation ne signifie toutefois pas que le coût de la vie a diminué. Les prix continuent d'augmenter, mais moins rapidement. En effet, en août 2026, les prix des produits alimentaires affichaient encore une hausse annuelle de 17,6 %, tandis que ceux du transport progressaient de 26,6 %.

Plusieurs produits de consommation courante restent fortement touchés, notamment le riz (+20,5 %), les viandes (+24,6 %) et les pois (+20,5 %). Le ralentissement de l'inflation constitue donc une évolution favorable, mais le niveau élevé des prix continue de peser lourdement sur le pouvoir d'achat des ménages.

Malgré cette décélération, la Banque de la République d'Haïti (BRH), dans sa dernière *Note sur la politique monétaire*, reste prudente. Elle souligne à juste titre que l'environnement international demeure porteur de risques importants, notamment en raison des tensions géopolitiques susceptibles d'entraîner une hausse des prix internationaux de l'énergie et des autres produits importés, avec des répercussions sur l'inflation domestique et la balance des paiements³.

³ BRH, Note sur la Politique Monétaire, publiée en Septembre 2026 : <https://www.brh.ht/publications/publications-regulieres/note-sur-la-politique-monetaire/>

4. La gourde a tenu grâce à la diaspora, pas à l'économie

Le taux de change de la gourde par rapport au dollar américain a affiché une remarquable stabilité au cours de l'exercice 2025-2026. Le taux de référence de la BRH est passé de 130,7145 gourdes pour un dollar au 1^{er} octobre 2025 à 130,6026 au 30 septembre 2026. La gourde s'est donc même très légèrement appréciée sur l'ensemble de l'exercice, malgré la situation sécuritaire difficile et la contraction de l'activité économique.

Cette stabilité a été largement soutenue par l'abondance de devises, alimentée notamment par les transferts privés dans contrepartie de la diaspora, qui ont atteint 3,82 milliards de dollars entre octobre 2025 et juin 2026, en hausse de 15,55 %. À cela s'ajoutent les interventions de la BRH sur le marché des changes, avec 98,98 millions de dollars d'achats nets au troisième trimestre, dans un contexte où les réserves internationales couvraient plus de sept mois d'importations⁴.

La stabilité du taux de change a également contribué à contenir les pressions inflationnistes. Comme évoqué, cette stabilité reste fortement tributaire des entrées de devises et, particulièrement, des transferts de la diaspora.

5. Finances publiques : des ressources en hausse, mais l'investissement reste à la traîne

Les finances publiques ont été marquées par une amélioration de la mobilisation des ressources au cours de l'exercice 2025-2026. Au 31 juillet 2026, les recettes mobilisées atteignent 178,8 milliards de gourdes, en hausse de 11 % sur un an, soit environ 73,4 % de l'objectif annuel initial de 243,5 milliards de gourdes. Cette évolution traduit une progression des ressources collectées⁵.

Du côté des dépenses, 184,3 milliards de gourdes ont été engagées au 31 juillet, soit une progression de 28 % sur un an. Leur structure reste toutefois largement dominée par les dépenses courantes, qui représentent 84 % du total. L'investissement public financé sur ressources domestiques affiche certes une forte progression, atteignant 29,6 milliards de gourdes, contre 10,5 milliards à la même période de l'exercice précédent, soit une hausse de 181 %. En dépit de cette progression, l'investissement demeure faible au regard des ambitions budgétaires de l'exercice, les prévisions initiales au titre des programmes et projets s'élevant à 125,34 milliards de gourdes. À deux mois de la clôture de

⁴ Ibid.

⁵ MEF, *Note de synthèse de la situation des finances publiques au 31 juillet 2026 ; Budget général 2025-2026*.

l'exercice, le niveau d'exécution ne représentait ainsi qu'environ 23,6 % des prévisions initiales. Ce retard dans l'investissement est d'autant plus important que la lettre de cadrage avait fait du redressement économique, des infrastructures et des services sociaux, aux côtés de la sécurité et des élections, des priorités de l'exercice.

Tout compte fait, l'enjeu n'est donc pas seulement de mobiliser davantage de ressources, mais aussi de renforcer la capacité de l'État à les transformer en investissements effectivement réalisés et en résultats tangibles pour la population.

6. Des banques rentables... mais qui financent à peine l'économie

Malgré un environnement économique et sécuritaire difficile, le système bancaire haïtien continue d'afficher des indicateurs globalement favorables. Selon la *Note sur la politique monétaire* de la BRH, au 30 juin 2026, les actifs du système bancaire atteignent 762,9 milliards de gourdes, en hausse de 2,56 % par rapport à mars, tandis que les dépôts progressent de 3,13 % pour atteindre 630,6 milliards de gourdes. La rentabilité s'améliore également : le rendement des actifs (ROA) passe de 1,39 % à 1,47 % et celui des fonds propres (ROE) de 16,24 % à 17,44 %.

La qualité du portefeuille de crédit s'est également améliorée. Le ratio des prêts improductifs recule de 8,44 % à 7,99 %, tandis que leur taux de provisionnement atteint 110,17 %. Toutefois, l'intermédiation bancaire demeure faible : le ratio des prêts bruts aux dépôts diminue de 20,12 % à 19,45 %. Autrement dit, pour 100 gourdes de dépôts, les banques n'en ont qu'environ 19 sous forme de prêts bruts, ce qui illustre la faible place du crédit dans l'utilisation des ressources du système bancaire.

Le système bancaire apparaît ainsi rentable et relativement résilient face à la crise, mais sa contribution au financement de l'économie demeure limitée. Cette faible intermédiation doit toutefois être appréciée dans un environnement où la récession prolongée, l'insécurité et les incertitudes économiques accroissent les risques associés à l'octroi de crédit et peuvent également réduire la demande de financement pour de nouveaux investissements.

L'enjeu est donc double : améliorer l'accès au crédit, tout en créant les conditions économiques et sécuritaires permettant aux banques de financer davantage l'activité productive sans compromettre la qualité de leur portefeuille.

7. Le crédit bancaire : verrouillé, concentré et très inégalement réparti

La rentabilité du système bancaire contraste avec la faiblesse persistante du crédit à l'économie. Au troisième trimestre 2026, les créances du système bancaire sur le secteur privé ont encore diminué de 0,09 % selon la BRH, après une contraction de 1,56 % au trimestre précédent. Dans une économie en récession prolongée, le canal du crédit reste donc largement grippé.

Au-delà de son faible dynamisme, le crédit apparaît fortement concentré. Sur les 77 787 prêts recensés au troisième trimestre, 96,15 % ont été accordés à des personnes physiques et seulement 3,85 % à des personnes morales, suivant les données collectées par le Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) de la Banque centrale. En valeur, la situation s'inverse cependant : les entreprises concentrent 66,74 % des 238,99 milliards de gourdes du portefeuille recensé, contre 33,26 % pour les particuliers.

Des écarts importants apparaissent également selon le genre : parmi les crédits accordés aux personnes physiques, les hommes captent 61,5 % de la valeur des crédits en gourdes et 72,94 % de ceux en dollars, contre respectivement 38,5 % et 27,06 % pour les femmes.

Les disparités sont encore plus marquées sur le plan territorial. Le département de l'Ouest concentre à lui seul 76,29 % du nombre de crédits accordés, très loin devant le Nord (6,44 %), l'Artibonite (4,51 %) et le Sud (3,36 %), tandis que le Nord-Ouest n'en représente que 0,67 %.

8. Commerce extérieur : le déficit se creuse, les transferts fond contreponds

Le déséquilibre du commerce extérieur s'est accentué au cours de l'exercice 2025-2026. Au troisième trimestre, les exportations de biens et services se sont établies à 118,8 millions de dollars ÉU, en recul de 10,9 % sur un an, tandis que les importations ont atteint 1,31 milliard de dollars, en hausse de 15,2 %. Le déficit commercial s'est ainsi creusé de 7,9 %, pour atteindre 1,19 milliard de dollars sur le seul troisième trimestre.

Face à ce déséquilibre, les transferts sans contrepartie en provenance de la diaspora jouent un rôle déterminant dans les comptes extérieurs. Ils ont atteint 1,31 milliard de dollars au troisième trimestre et 3,82 milliards entre octobre 2025 et juin 2026. Sans réduire le déficit commercial lui-même, ces entrées de devises contribuent à en atténuer les effets sur la balance des paiements et le marché des changes. Leur progression a notamment renforcé l'offre de

devises et contribué, avec les interventions de la BRH, à la stabilité du taux de change.

Cette configuration met en évidence une vulnérabilité structurelle de l'économie haïtienne : la faiblesse de sa capacité exportatrice et l'importance de ses besoins d'importation sont en partie contrebalancées, dans les comptes extérieurs, par l'ampleur des transferts de la diaspora. La stabilité externe du pays reste ainsi fortement dépendante de flux de devises qui ne proviennent pas de sa capacité productive et exportatrice.

9. Haïti a toujours faim

L'insécurité alimentaire demeure alarmante en Haïti. Selon la mise à jour de l'analyse IPC publiée en avril 2026 par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA), 5,83 millions de personnes, soit 52 % de la population analysée, se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 ou plus) entre mars et juin 2026. Parmi elles, 1,83 million de personnes, soit 16 %, étaient en situation d'Urgence (Phase 4). Dix des 30 zones analysées demeurent en situation d'Urgence, tandis que le reste du pays est classé en situation de Crise.

Selon l'institution, la persistance de la violence armée, la faiblesse des revenus, le niveau encore élevé des prix, les perturbations des circuits d'approvisionnement et les chocs climatiques continuent d'affecter l'accès des ménages à l'alimentation. L'IPC souligne également que, malgré des conditions climatiques relativement favorables, la production agricole demeure insuffisante pour couvrir les besoins de la population.

Ainsi, au-delà de la désinflation et de certains indicateurs macroéconomiques plus favorables, plus d'une personne sur deux au sein de la population analysée reste confrontée à une insécurité alimentaire aiguë. La faim demeure donc l'une des manifestations les plus préoccupantes de la crise économique et sociale du pays.

10. Perspectives 2026-2027 : le redressement se fera attendre

Après un exercice 2025-2026 marqué par des performances économiques médiocres et qui devrait consacrer une huitième année consécutive de contraction, les perspectives pour 2026-2027 laissent entrevoir tout au plus un timide retour à la croissance.

En effet, la *Lettre de cadrage du projet de budget 2026-2027* prévoit une croissance réelle de 0,2 %, tandis que le scénario de référence du FMI table sur 0,5 %. Ces perspectives restent surtout tributaires de l'évolution de la situation sécuritaire. La lettre de cadrage souligne en effet que la reprise dépendra notamment de l'amélioration de la sécurité, de la circulation des personnes et des biens, de la reprise des secteurs productifs et d'une meilleure exécution des investissements publics. La sécurité demeure ainsi l'une des conditions majeures du redressement économique⁶.

Mais même dans l'hypothèse d'une amélioration des conditions internes, l'économie reste exposée à un risque externe important : l'évolution des transferts de la diaspora. Selon une étude de la BRH publiée en septembre 2026, les migrants haïtiens vivant aux États-Unis seraient à l'origine d'environ 80 % des transferts reçus par Haïti. Les incertitudes entourant le *Temporary Protected Status* (TPS) pourraient donc affecter ces flux et, par ricochet, la consommation, l'offre de devises, le taux de change, les réserves internationales et les finances publiques⁷.

En définitive, entre une reprise encore largement conditionnée par la sécurité et une dépendance persistante aux transferts de la diaspora, désormais exposée à de nouveaux risques, l'exercice fiscal 2026-2027 pourrait davantage être une année de stabilisation que de véritable redressement.

⁶ Primature, *Lettre de cadrage du projet de budget de l'exercice fiscal 2026-2027*, 10 août 2026 ; FMI, *Haiti: Third Review Under the Staff-Monitored Program and Request for Extension*, mai 2026.

⁷ Primature, *Lettre de cadrage du projet de budget de l'exercice fiscal 2026-2027*, 10 août 2026 ; BRH, Direction Recherche en Économie et Finance, étude sur les chocs de transferts et le TPS, septembre 2026.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Banque de la République d'Haïti (BRH). (2026). *Note sur la politique monétaire, au troisième trimestre de l'exercice fiscal 2025-2026*. Port-au-Prince : BRH.

Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction Recherche en Économie et Finance. (2026). *Étude sur les chocs de transferts et le Temporary Protected Status (TPS)*. Port-au-Prince : BRH.

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL). (2026, avril). *Latin America and the Caribbean will grow 2.2% in 2026 in an international context marked by uncertainty*. Santiago : CEPAL.

Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA). (2026, avril). *Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë en Haïti*. Port-au-Prince : CNSA.

Fonds monétaire international (FMI). (2026, mai). *Haiti: Third Review Under the Staff-Monitored Program and Request for Extension*. Washington, DC : International Monetary Fund.

Fonds monétaire international (FMI). (2026, 28 septembre). *IMF and Haiti Conclude Virtual Mission on the Fourth Review Under the Staff-Monitored Program*. Washington, DC : International Monetary Fund.

Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). (2026). *Indicateur conjoncturel d'activité économique (ICAE) – Premier trimestre de l'exercice fiscal 2025-2026*. Port-au-Prince : IHSI.

Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). (2026). *Indicateur conjoncturel d'activité économique (ICAE) – Deuxième trimestre de l'exercice fiscal 2025-2026*. Port-au-Prince : IHSI.

Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). (2026). *Indice des prix à la consommation (IPC) – Août 2026*. Port-au-Prince : IHSI.

Ministère de l'Économie et des Finances (MEF). (2025). *Budget général de la République d'Haïti – Exercice fiscal 2025-2026*. Port-au-Prince : MEF.

Ministère de l'Économie et des Finances (MEF). (2026). *Note de synthèse de la situation des finances publiques au 31 juillet 2026*. Port-au-Prince : MEF.

Primature de la République d'Haïti. (2026, 10 août). *Lettre de cadrage du projet de budget de l'exercice fiscal 2026-2027*. Port-au-Prince : Primature.



1, Rue des Nîmes, Delmas 31

E-mail: info@proecohaiti.com – Site internet : www.proecohaiti.com

Tél.: +509 38388560 / 36993786

ProEco Haïti est un cabinet de conseil et d'appui aux secteurs public, privé et international. Notre mission consiste à impulser le processus de développement en Haïti en accompagnant les acteurs dans leurs prises de décisions. *Quatre axes d'intervention : Consultation, Recherche, Publication, Formation.*